



Nations Unies

Assemblée générale

CPSD/441

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Quatrième Commission

Soixante-quatrième session

21^e séance – après-midi**LA COMMISSAIRE GÉNÉRALE DE L'UNRWA S'ALARME DEVANT LA QUATRIÈME COMMISSION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'UNRWA**

La Commissaire générale de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Mme Karen Koning AbuZayd, a de nouveau tiré la sonnette d'alarme aujourd'hui devant la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), face à l'extrême précarité de la situation financière de son institution, dont les besoins ne vont pas en s'amenuisant 60 ans après sa création.

Mme Koning AbuZayd, dont c'était le dernier rapport avant son départ en retraite, a jugé « décourageant » qu'après la mise en œuvre d'un programme de réforme de l'Office ces trois dernières années, destiné à en améliorer l'efficacité et la gestion, « nous en soyons encore à solliciter des ressources afin d'éviter que les actions vitales de l'UNRWA ne soient affectées ». Elle a relevé que cette situation financière difficile « contrastait fortement » avec la réaffirmation du soutien en faveur de l'UNRWA, formulé haut et fort lors de la réunion de haut niveau qui a eu lieu le 24 septembre dernier, à New York.

Alors qu'elle arrive au terme de sa carrière après 28 ans au service de l'ONU dont neuf à la tête de l'Office, la Commissaire générale a constaté que la situation des réfugiés palestiniens constituait une exception « tragique » alors que d'autres conflits ont finalement trouvé une issue. C'est un conflit qui résiste à toute solution en dépit de la « clarté » des enjeux, selon elle, à savoir la fin de l'occupation, l'autodétermination du peuple palestinien et l'affirmation de garanties en matière de sécurité pour les deux parties.

La plupart des délégations, dont celle de la Mission d'observation permanente de la Palestine, ont rendu un vibrant hommage à Mme Koning AbuZayd et au rôle de l'UNRWA. Le représentant palestinien a évoqué « l'amie » des réfugiés, déplorant le départ de Mme Karen Koning AbuZayd, « composante clef » du combat palestinien pour sa survie. L'UNRWA a fait un grand travail pour le peuple palestinien, et sans l'Office nous n'aurions pas survécu à l'agression israélienne, a-t-il ajouté.

La délégation de la Suède, qui s'exprimait au nom de l'Union européenne, a relevé que la simple existence de l'UNRWA portait le message aux réfugiés de Palestine que « le monde ne les avait pas oubliés ». Mais pour la délégation du Qatar, célébrer les 60 ans de l'UNRWA, c'est aussi se rappeler que les réfugiés palestiniens souffrent depuis six décennies. Pour celle de l'Arabie saoudite, si le soutien politique et financier reste nécessaire en faveur de l'Office, la solution de la question palestinienne qui suppose le retour des réfugiés, doit reposer sur l'application des résolutions pertinentes des Nations Unies et sur l'Initiative arabe de paix, afin de parvenir à la sécurité et la stabilité dans la région ».

Les délégations suivantes se sont exprimées dans le cadre du débat interactif ayant suivi l'exposé de Mme Karen Koning AbuZayd: Mission d'observation permanente de la Palestine, République arabe syrienne, Égypte et Liban. Le débat général a ensuite vu les délégations suivantes s'exprimer: Mission d'observation permanente de la Palestine, Suède au nom de l'Union européenne, Cuba, Afrique du Sud, Suisse, Émirats arabes unis, République arabe syrienne, Qatar, Norvège, Viet Nam, Jordanie et Arabie saoudite.

La Quatrième Commission se réunira demain, mardi 3 novembre, à 15 heures, pour poursuivre son débat général relatif à l'UNRWA.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT ([A/64/13](#), [A/64/13/ADD.1](#), [A/64/115](#), [A/64/323](#), [A/64/324](#) ET [A/6/174](#))

Documentation

Le rapport de la Commissaire générale de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) (A/64/13) (UNRWA) dresse le bilan des activités de l'institution pour l'année 2008, donc avant l'offensive israélienne déclenchée le 27 décembre 2008 dans la bande de Gaza.

Le document évoque particulièrement la grave crise qui prévaut en 2008 dans la bande de Gaza, où moins de 600 camions chargés de marchandises avaient pu entrer pendant les 11 premiers mois de 2008, soit 4% du niveau de décembre 2005, avant la victoire du Hamas aux élections parlementaires. Les 40 millions de litres d'eaux usées non épurées, déversés chaque jour dans la mer, et l'accumulation quotidienne de plusieurs centaines de tonnes d'ordures dans les rues présentent un risque sérieux de santé publique. Les services de santé ont beaucoup souffert de l'incapacité des hôpitaux à réparer et à entretenir le matériel d'importance vitale ou d'importer des médicaments. À la fin de l'année 2008, on estimait que les marchandises transitant par les tunnels sous la frontière avec l'Égypte représentaient plus de 90% des échanges.

En Cisjordanie, le régime de blocage, de destruction d'habitations, d'expansion des colonies, de couvre-feux et de saisies s'est poursuivi en 2008, tout comme l'édification de la barrière de séparation. Comme en 2007, la population palestinienne a vu ses conditions de vie se détériorer et a subi le déni de ses droits fondamentaux, constate le rapport.

Par ailleurs, la sécurité du personnel de l'Office est demeurée un grave sujet de préoccupation. Les autorités israéliennes, invoquant des raisons de sécurité, ont continué de restreindre la liberté de mouvement du personnel en Cisjordanie, ce qui a fait perdre près de 2 200 jours de travail à l'Office. Selon l'UNRWA, ces mesures étaient essentiellement motivées par des considérations policières et administratives, plus que par des considérations de sécurité militaire. Les autorités israéliennes ont cependant soutenu que les mesures se justifiaient pour protéger Israël de menaces terroristes. Le rapport rappelle que ces restrictions sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies.

Les autorités israéliennes ont continué à imposer des droits de passage sur les expéditions de l'Office, qui ont dépassé les 120 000 dollars en 2008. L'Office estime que ce prélèvement est un impôt direct dont il devrait être exonéré en vertu de la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies.

L'UNRWA a fourni une aide alimentaire d'urgence à 190 000 familles de réfugiés. Par ailleurs, une pénurie de billets de banque due au blocus de la bande de Gaza a contraint à suspendre le versement de l'aide sociale dont bénéficiaient 19 000 familles de réfugiés. Lors de l'offensive israélienne déclenchée le 27 décembre 2008 dans la bande de Gaza, l'Office a fourni un abri temporaire à plus de 50 000 Palestiniens qui avaient trouvé refuge dans un des 50 sites gérés par l'Office.

En dépit des tensions politiques et de la précarité des conditions de sécurité au Liban, l'UNRWA a pu mener à bien ses opérations sans interruption majeure. Avec le Gouvernement libanais, a été lancé conjointement un appel de fonds de 445 millions de dollars pour la reconstruction du camp de Nahr el-Bared. À la fin de 2008, les donateurs s'étaient engagés à verser seulement 42 millions.

En Jordanie et en République arabe syrienne, les réfugiés de Palestine continuent de bénéficier d'un environnement politique et de conditions de sécurité stables ainsi que d'une coopération exemplaire entre les autorités nationales et l'Office, selon le rapport.

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a été créé par la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale de l'ONU du 8 décembre 1949. Entré en activité le 1^{er} mai 1950, l'UNRWA s'occupait alors de 750 000 réfugiés, contre 4 670 000 en 2008. Employant près de 30 000 personnes, il a pour mission de contribuer au développement humain des réfugiés dans la bande de Gaza, la Cisjordanie, la Jordanie, le Liban et la République arabe syrienne en attendant une solution juste et durable à la question des réfugiés. Pour ce faire, il fournit des services essentiels tels que la scolarisation des enfants (60% du budget ordinaire), les soins de santé, l'action sociale, le logement et les infrastructures. En 2008, le budget de l'UNRWA approchait les 900 millions de dollars, dont près de 500 millions au titre de ses activités ordinaires.

Le rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient sur le budget-programme 2010-2011 (A/64/13/Add.1) indique que sur le plan budgétaire, les résultats financiers de 2008 illustrent les

difficultés de financement qui entravent l'action menée par l'Office pour s'acquitter de son mandat. L'exécution du budget ordinaire s'est soldée par un déficit de plus de 64 millions de dollars et celle du budget des projets par un déficit de près de 25 millions de dollars. Par ailleurs, le montant des contributions versées à la suite des appels d'urgence lancés en 2008 a été inférieur de 90 millions de dollars à l'objectif fixé.

Selon les prévisions, l'année 2009 risque de se solder par un déficit de 78 millions de dollars. « À moins donc de recevoir des contributions supplémentaires, l'Office ne sera pas en mesure d'exécuter l'intégralité des activités prévues au budget », souligne le rapport. L'état actuel des prévisions de recettes et de dépenses pour 2010 n'est « pas prometteur ». Si celles-ci se vérifient, l'année 2010 se soldera par un déficit de plus de 141 millions de dollars.

La mobilisation des ressources revêt donc une importance cruciale pour l'UNRWA, souligne le document. Le nombre de donateurs de l'Office est en effet restreint et plus de 94% du budget ordinaire de 2009 est financé par les 15 principaux donateurs. Par ailleurs, il apparaît que, de 2001 à 2009, seuls cinq des dix principaux donateurs ont augmenté leurs contributions, les autres ayant maintenu ou réduit le niveau de leurs apports. Or, les attentes fondées sur l'Office ont augmenté alors qu'il doit faire face aux besoins d'une population croissante de réfugiés.

« L'Office ne peut fournir de services réguliers à une population qui croît d'environ 2,5% par an que s'il dispose d'un financement volontaire suffisant », souligne le rapport. « Si le niveau des contributions versées par les donateurs n'évolue pas, la qualité des services fournis par l'UNRWA ne pourra que régresser, tandis que les pays hôtes pourraient faire face à des pressions accrues. » La plupart des réformes de gestion prévues dans le Plan de développement organisationnel de 2007-2009 ont été mises en œuvre, précise-t-il, en indiquant que ces réformes devront être consolidées en 2010-2011.

Le rapport établi à l'issue de la réunion extraordinaire du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient(A/64/115) attire l'attention sur le fait que la valeur réelle des modalités de financement que l'Assemblée générale avait adoptées en 1974 a diminué au fil des 35 dernières années et qu'elle ne suffit plus à répondre aux besoins actuels de l'UNRWA.

Alors que de lourdes responsabilités et des conditions de travail difficiles sont associées aux postes de cadre dirigeant à l'Office, le Groupe de travail constate avec préoccupation que nombre de ces postes sont sous-classés.

Il se félicite par ailleurs de la profonde transformation qu'a connue l'Office au cours des trois dernières années dans la façon de mener ses activités. Il se dit toutefois profondément préoccupé par le fait que ces réalisations risquent d'être anéanties si des crédits supplémentaires ne sont pas ouverts.

Le rapport du Secrétaire général sur les personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures (A/64/323), daté du 24 août 2009, rend principalement compte de la correspondance échangée entre le Secrétaire général et la Représentante permanente d'Israël auprès de l'ONU concernant les mesures prises par le Gouvernement israélien pour mettre en œuvre les dispositions de la résolution 63/92 de l'Assemblée générale. Celle-ci réaffirme le droit de toutes les personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures de regagner leur foyer dans les territoires occupés par Israël depuis 1967. Elle constate que le mécanisme convenu par les parties concernant le retour des personnes déplacées n'a pas été respecté.

Le rapport reproduit la réponse de la Représentante permanente d'Israël dans une note verbale datée du 5 août 2009. Celle-ci souligne que son pays « a considérablement assoupli les restrictions de sécurité en Cisjordanie, où il a supprimé, depuis un an, les deux tiers des postes de contrôle (27 sur 41) et environ 140 barrages routiers en terre. Ces faits positifs se sont traduits par une nette amélioration des indicateurs économiques en Cisjordanie. De plus, Israël continue de faciliter l'entrée à Gaza de grandes quantités de fournitures humanitaires ». Toutefois, « malgré la volonté d'Israël de faire progresser les négociations bilatérales avec l'Autorité palestinienne en 2008, le terrorisme palestinien a continué de sévir et reste une alarmante réalité ».

« Tout en appuyant les activités humanitaires de l'UNRWA, Israël « reste préoccupé par l'inspiration politique de ces résolutions et s'inquiète de ce qu'elles ne présentent qu'une vue partielle, sans tenir compte des réalités locales ». Pour la Représentante d'Israël, « la politisation d'une question purement humanitaire a aggravé la situation des réfugiés palestiniens en empêchant que des solutions pratiques ayant fait leurs preuves dans le monde pour de nombreux groupes de réfugiés soient apportées à leurs problèmes ».

Le rapport traite par ailleurs du retour des réfugiés immatriculés auprès de l'UNRWA. Celui-ci indique ne pas être en mesure d'évaluer le nombre total de personnes déplacées qui sont rentrées chez elles.

Le rapport du Secrétaire général sur les Biens appartenant à des réfugiés de Palestine et produits de ces biens (A/64/324), daté du 24 août 2009, reproduit la teneur de la réponse reçue de la Représentante permanente d'Israël auprès de l'ONU concernant les mesures prises par le Gouvernement israélien pour mettre en œuvre les dispositions de la résolution 63/94 concernant le sort de ces biens. Cette réponse, en date du 5 août 2009, est identique à celle figurant dans le rapport A/64/323 sur le retour des personnes déplacées après les hostilités de 1967.

Le rapport indique par ailleurs qu'aucune information n'a été reçue d'autres États Membres concernant le devenir de ces biens et de leurs produits.

Mme KAREN KONING ABUZAYD, Commissaire générale de l'UNRWA, a indiqué qu'il s'agissait de son dernier rapport après neuf années à la tête de l'Office, son mandat arrivant à échéance en décembre. Abordant d'emblée le volet financier de la question, elle a indiqué que le défi le plus immédiat auquel l'Office faisait face était celui du déficit de financement du

budget 2009 qui semble devoir perdurer l'an prochain. Celui-ci, estimé à 12 millions de dollars, correspond aux activités de base de l'UNRWA. Si ce montant devait ne pas être versé, l'Office serait incapable de verser les salaires de son personnel d'ici la fin de l'année, ce qui risquerait de provoquer l'interruption de certains services essentiels. « Tous les acteurs concernés reconnaissent que cela doit être évité », a-t-elle affirmé.

Mme Koning AbuZayd a jugé « décourageant » qu'après la mise en œuvre d'un programme de réforme de l'Office ces trois dernières années, afin d'en améliorer l'efficacité et la gestion, « nous en soyons encore à solliciter des ressources afin d'éviter que les actions vitales de l'UNRWA soient affectées ». Tout en reconnaissant la « générosité exceptionnelle » des donateurs, elle a noté que cette situation financière difficile « contrastait fortement » avec la réaffirmation du soutien à l'UNRWA, formulée haut et fort lors de la réunion de haut niveau qui a eu lieu le 24 septembre dernier, à l'occasion des 60 ans de l'Office.

Évoquant « l'explosion de violence à Gaza » survenue il y a près d'un an lors d'une offensive israélienne « sans précédent dans l'histoire récente du conflit », Mme Koning AbuZayd a déclaré avoir été un témoin direct des événements pendant la première semaine du conflit. Elle a brossé le tableau de la situation en expliquant quelle avait été l'action de l'Office avant et après le cessez-le-feu. Elle a indiqué que le plan de reconstruction élaboré par l'UNRWA et lancé dès janvier avait reçu un appui remarquable, à la fois de la société civile, des pays de la région et des bailleurs traditionnels comme l'Union européenne et les États-Unis. Quelque 250 millions de dollars ont été promis sur les 371 millions demandés, ce qui constitue un montant record pour ce territoire, a-t-elle noté.

Elle a fait observer que la poursuite du blocus continuait de préoccuper sérieusement l'Office et l'ONU. Elle a souligné en particulier qu'était apparue une situation chronique de malnutrition des enfants gazaouis. Elle a toutefois noté des éléments positifs tels que la bonne relation établie avec le coordonnateur israélien, ce qui a permis en particulier d'importer du matériel scolaire dans le territoire. Elle a rappelé que l'Office continuait d'appeler à la réouverture des points de passage. « Plus le blocus de Gaza sera maintenu, plus durs seront les souffrances de sa population, plus profonds seront ses griefs et plus elle se radicalisera », a-t-elle averti.

La Commissaire générale a ensuite évoqué la situation en Cisjordanie où les obstacles et diverses restrictions administratives empêchaient l'émergence d'une économie palestinienne florissante durable ». Au Liban, l'UNRWA fait face à des difficultés socio économiques, a-t-elle souligné, rappelant notamment que les 27 000 habitants du camp de Nahr el Bared avaient été déplacés à la suite de sa destruction. Il est essentiel que sa reconstruction aille de l'avant, a-t-elle souligné, ce qui implique que la communauté internationale réponde à l'appel lancé pour que soient levés, à cette fin, 328 millions de dollars. À ce jour, seuls 92 millions ont été promis, a-t-elle indiqué.

Mme AbuZayd a ensuite évoqué le « développement organisationnel », processus ambitieux lancé en 2006 pour restructurer l'UNRWA et en améliorer la gestion. Ce développement donne des « résultats positifs », a-t-elle estimé. Se joignant à un appel lancé par

le Secrétaire général, elle a pressé les États Membres de réexaminer les arrangements en matière de financement établis il y a 35 ans, à une époque différente de celle d'aujourd'hui.

En conclusion, la Commissaire générale a annoncé qu'après 28 années au service de l'ONU, dont 9 à la tête de l'UNRWA, elle prenait sa retraite à la fin de cette année. Au cours de sa carrière, elle a été témoin de la résolution d'un certain nombre de situations impliquant des réfugiés, citant en particulier le « rapatriement heureux des réfugiés namibiens et sud-africains ». Elle a dit avoir assisté à « l'effrayant conflit ethnique qui a déchiré l'ex-Yougoslavie, auquel il a été mis un terme, en grande partie, grâce à la résolution ferme et unie de la communauté internationale ». Elle a relevé que le conflit israélo-palestinien « contrastait tragiquement » avec ces situations, en résistant à toute amorce de solution en dépit de la « clarté » des enjeux, à savoir la fin de l'occupation, l'autodétermination du peuple palestinien et l'affirmation de garanties en matière de sécurité pour les deux parties. Dans la recherche d'une solution, le point de vue des réfugiés doit être pleinement pris en compte, a-t-elle affirmé, si l'on ne veut pas créer de la frustration et entraîner un rejet d'un accord éventuel.

Dialogue interactif

M. RIYAD MANSOUR (Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies) a déploré que la question des réfugiés palestiniens n'ait toujours pas trouvé de réponse alors qu'elle est débattue depuis des années. Il faut espérer que les jeunes diplomates ne continueront pas, dans plusieurs années, à débattre de cette question et que des réponses auront été apportées, a-t-il ajouté. Par ailleurs, il a mis en avant « l'amie » des réfugiés palestiniens qu'est à ses yeux Mme Karen Koning AbuZayd et a déploré le départ de cette personne « composante clef » de la lutte palestinienne. L'UNRWA a fait un grand travail pour le peuple palestinien et sans l'Office, nous n'aurions pas survécu à l'agression israélienne, a ajouté l'observateur permanent. Qu'en est-il de la reconstruction du camp de Nahr el-Bared au Liban et de celle de la bande de Gaza? a-t-il demandé.

M. MANAR TALEB (République arabe syrienne) a rappelé que l'hiver était une période particulièrement difficile pour les réfugiés palestiniens. Il a souligné que ceux-ci perdaient espoir alors que les autorités d'occupation continuaient d'imposer un blocus très strict, entamé il y a maintenant quatre années. Israël a détruit 5 000 habitations et en a endommagé 50 000, soit un logement sur six, a-t-il rappelé. Il a demandé à Mme Karen Koning AbuZayd comment l'UNRWA prévoyait de faire face à l'arrivée de l'hiver.

Le représentant de l'Égypte a souhaité connaître l'impact des mesures israéliennes sur les activités de l'UNRWA et la capacité de l'Office à s'acquitter de son mandat. Il a également demandé quelles seraient les modalités d'indemnisation pour les dommages causés par l'armée israélienne. Par ailleurs, il a demandé à la Commissaire générale s'il était envisageable de reconstruire la bande de Gaza et quelles étaient aujourd'hui les conditions des réfugiés palestiniens étant donné l'expansion des activités de l'UNRWA.

La Commissaire générale de l'UNRWA a expliqué que le suivi de la mission d'établissement des faits sur le conflit de Gaza se déroulait au Siège des Nations Unies, à New York. Elle a souhaité que les travaux concernant l'assainissement et l'approvisionnement en eau potable se poursuivent. Elle a jugé « difficile » la situation actuelle à Gaza, ajoutant que les travaux de reconstruction n'avaient toujours pas débuté, du fait notamment qu'aucun matériel n'a pu y pénétrer depuis fin janvier. Expliquant que la plupart des Palestiniens vivent toujours dans les ruines et dans les tentes, elle a exprimé l'espoir de pouvoir les reloger dans des locaux loués. Toutefois, l'UNRWA souffre d'importantes difficultés financières et notre budget est consacré aux besoins primaires, a-t-elle rappelé. La Commissaire a indiqué que la reconstruction dépendrait des discussions, mais que l'espoir était toujours là.

Le représentant du Liban a salué « l'amie des réfugiés palestiniens ». Juridiquement, les restrictions imposées sur la bande de Gaza s'apparentent-elles à un siège ou à un blocus? a-t-il demandé.

La Commissaire générale de l'UNRWA a répondu qu'elle parlait de « blocus » mais qu'il ne s'agissait pas d'un blocus au sens juridique. Pour moi, a-t-elle insisté, il s'agit d'un « blocus » car nous sommes complètement enfermés. Si ce n'est pas un « blocus », il ne s'agit pas non plus d'un siège, a-t-elle dit, rappelant la « vie misérable » qui règne à l'intérieur de la bande de Gaza.

M. JONAS JØLLE, Rapporteur du Groupe de travail sur le financement de l'UNRWA, a présenté un compte-rendu du rapport établi à l'issue de la réunion extraordinaire du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA (A/64/115). Il a souligné la nécessité de fournir à l'Office les appuis dont il a besoin, notamment pour l'aider à se moderniser. Il a estimé qu'un rapport sur le renforcement des capacités de gestion de l'Office devrait être présenté au plus vite afin d'être soumis à l'Assemblée générale. Le Groupe de travail appelle à une mise à jour urgente des modalités de financement et de fonctionnement de l'UNRWA, a-t-il conclu.

Débat général

Mme FEDA ABDELHADY NASSER, Observatrice de la Palestine, a mis en avant le rôle exceptionnel joué par l'UNRWA et notamment le travail de sa Commissaire générale, Mme Karen Koning AbuZayd. Rappelant que 2009 marque le soixantième anniversaire de l'Office, la représentante a souligné l'assistance apportée par l'UNRWA à la population palestinienne et dans les camps. Elle a indiqué que cette assistance n'aurait été possible sans l'appui de la communauté internationale qui travaille pour parvenir à une solution juste et durable. Cela fait six décennies que les réfugiés palestiniens et leurs descendants vivent comme « des apatrides et se voient nier le droit à leur retour dans leur foyer », a-t-elle dénoncé. Selon elle, cette injustice est gravée au cœur de l'histoire des Palestiniens et de leur combat pour la justice et la paix. La représentante a souhaité que les parties aux conflits trouvent un accord juste, durable et complet, en conformité avec le Droit international et les résolutions des Nations Unies. Si Israël respectait la Charte, la question des réfugiés Palestiniens aurait été réglée depuis longtemps et aurait permis aux réfugiés de rentrer chez eux, a-t-elle estimé.

Cette année encore, le conflit et les troubles dans la Bande de Gaza ont eu un impact négatif sur la majorité des réfugiés. La crise humanitaire est terrible, a-t-elle ajouté, accusant Israël de continuer à bafouer le droit international humanitaire et les droits de l'homme. Le 27 décembre 2008, l'attaque israélienne a fait des ravages dans les familles, plus de 2 000 Palestiniens ont été tués dont des centaines sont des femmes et des enfants, s'est-elle indignée. Elle a dénoncé le blocus israélien qui entrave l'accès aux travailleurs humanitaires et le mouvement des personnes. Ce blocus provoque la dégradation des conditions d'existence du peuple palestinien dans la bande de Gaza, lequel vit dans la misère et parmi les ruines, a-t-elle poursuivi.

Mme Nasser a, par ailleurs, dénoncé les attaques contre les locaux de l'UNRWA, organe des Nations Unies. De fausses allégations sont avancées par Israël pour justifier leur conduite et il n'a, à ce jour, exprimé aucun regret public, a regretté la représentante. Elle a appuyé le « rapport Goldstone » émanant de la mission d'établissement des faits sur le conflit de Gaza, jugeant que ce dernier devait être examiné pour éviter l'impunité aux auteurs des violations des droits de l'homme. L'agression permanente d'Israël continue à occasionner d'innombrables difficultés aux réfugiés palestiniens et à l'Office, qui a été contrainte de suspendre temporairement son travail dans la bande de Gaza, a ajouté la représentante. Elle a rappelé que cette situation avait eu des conséquences dévastatrices pour les réfugiés, premières victimes des agressions. Elle a demandé la levée du blocus.

Concernant la Cisjordanie, la représentante a rappelé qu'Israël poursuivait la construction du mur de séparation. Il est tout à fait inacceptable, a-t-elle dit, qu'Israël continue d'obstruer le déplacement des réfugiés et qu'ils prélèvent des taxes et des redevances. Elle a demandé que des comptes soient exigés à Israël pour ses actes et qu'il respecte ses obligations juridiques. Enfin, la représentante a conclu en exprimant sa plus vive gratitude à l'UNRWA et à son travail pour fournir l'aide dont le peuple palestinien a désespérément besoin.

M. PER ÖRNÉUS (Suède), au nom de l'Union européenne, a rendu hommage à l'action de l'UNRWA, qualifiant son succès d'unique. Il a rappelé que l'Union européenne était le premier donateur de l'Office et a noté que, malgré des défis nombreux, celui-ci poursuivait son effort inlassable pour servir les réfugiés palestiniens. M. Örnéus a rappelé la nécessité de parvenir à une solution en leur faveur et a lancé un appel à la levée des obstacles mis à l'acheminement de l'aide humanitaire. Il a noté que la situation financière de l'UNRWA était sérieuse depuis de nombreuses années, celle-ci atteignant un point critique qui exige un accroissement de l'attention internationale à son endroit. « Il est de notre responsabilité partagée de soutenir l'UNRWA tant du point de vue politique que financier », a-t-il dit. Sa simple existence porte le message aux réfugiés de Palestine que « le monde ne les a pas oubliés », a-t-il ajouté, avant de rendre hommage à Mme Karen Koning AbuZayd.

Mme REBECA HERNÁNDEZ TOLEDANO (Cuba) a salué le travail effectué par la Commissaire générale de l'UNRWA, Mme Karen Koning AbuZayd, et l'Office dans des conditions souvent difficiles. Rappelant que cette année marque le soixantième anniversaire de l'Office, elle a déclaré que nul ne pensait en 1949 que l'Office allait mener ses secours pendant six décennies. Estimant que l'UNRWA s'était acquitté de sa tâche de manière exemplaire,

Mme Hernández Toledano a déploré que le peuple palestinien continue de souffrir et de se voir priver de ses droits fondamentaux. Elle a déclaré que la politique illégale israélienne menée dans la bande de Gaza reste une source de profonde préoccupation. Les politiques de peuplement se poursuivent et constituent une grave menace, a-t-elle ajouté, en considérant que la situation dans la bande de Gaza restait alarmante. Les conditions de vie, notamment des réfugiés, ne font que s'aggraver, et l'UNRWA doit y faire face, a déploré la représentante.

M. MASHABANE (Afrique du Sud) a rappelé le soutien de son pays en faveur de l'Office, du point de vue financier notamment. Cependant, l'environnement instable de la région dans le domaine sécuritaire demeure un défi pour l'UNRWA, a-t-il noté, avant de condamner les destructions ayant visé les installations de l'ONU lors de l'offensive contre la bande de Gaza. Il a appelé Israël à respecter pleinement les dispositions de la Convention de Genève relatives à la protection des civils. Le représentant a aussi appelé Israël à mettre un terme au blocus de Gaza. Il n'y a pas d'autre solution que politique au conflit, a-t-il conclu.

Mme MIRJANA SPOLJARIC EGGER (Suisse) a apporté son soutien au travail effectué par l'UNRWA qui, 60 ans après sa création, joue un rôle important auprès des 4,67 millions de réfugiés palestiniens en Jordanie, en Syrie, au Liban et dans le Territoire palestinien occupé. La représentante a mis l'accent sur les difficultés économiques rencontrées par l'Office et a rappelé qu'il est important que les États Membres s'acquittent de leurs cotisations. Alors que les Nations Unies prennent en charge les 119 membres de l'équipe internationale, le reste du financement de l'UNRWA dépend de contributions volontaires, a souligné la représentante. Elle a souhaité un rapport sur le renforcement des capacités de gestion de l'Office par le Secrétaire général, comme proposé par le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office.

La représentante a exprimé ses préoccupations face aux restrictions imposées à l'entrée et à la sortie de la bande de Gaza. Ce blocus prolongé entrave considérablement les efforts de l'UNRWA pour l'amélioration de la situation humanitaire du 1,5 million de résidents, a-t-elle affirmé. Elle a souhaité que des solutions soient trouvées afin de garantir le passage des matériaux de reconstruction, des biens élémentaires et des produits d'assistance humanitaire, afin de permettre la reconstruction et la reprise économique à Gaza. En conclusion, elle a appelé toutes les parties au conflit à autoriser et à faciliter un accès humanitaire et sans encombre à la bande de Gaza, conformément au droit international humanitaire.

M. AHMED ALDEHARY (Émirats arabes unis) a critiqué la politique israélienne dans les territoires palestiniens, en faisant observer que les organisations internationales en étaient victimes elles aussi. Il a ainsi condamné « l'agression israélienne » de décembre-janvier, l'accusant d'avoir délibérément ciblé des installations de l'UNRWA où avaient trouvé refuge des civils. En outre, a-t-il ajouté, à cause du blocus, les entrepôts de l'Office n'ont pu être normalement approvisionnés. Il a souligné l'appui apporté par les Émirats arabes unis à l'UNRWA, avant d'évoquer la violation de la Quatrième Convention de Genève par la Puissance occupante. Il a demandé à celle-ci de mettre fin à son agression contre les camps palestiniens et de lever toute restriction limitant l'action de l'Office en matière humanitaire. Il a appelé par ailleurs les pays donateurs à s'acquitter de leurs engagements financiers. L'Office doit établir une coordination étroite avec l'Autorité palestinienne, seule représentante légitime de la

population, ainsi qu'avec les États de la région hébergeant des réfugiés palestiniens, a-t-il affirmé.

M. MANAR TALEB (République arabe syrienne) a salué le travail effectué par La Commissaire générale, Mme Karen Koning AbuZayd. Il a également mis en avant le travail du Représentant de la Norvège, qui préside le Groupe de travail sur le financement de l'UNRWA. M. Taleb a déploré les actes d'agressions répétés et systématiques de la part d'Israël, qui refuse par ailleurs de mettre un terme à la tragédie à l'encontre du peuple palestinien. « Alors qu'Israël doit son existence à une décision litigieuse prise par le Conseil de sécurité », a-t-il dit, « ce pays s'abstient d'appliquer la résolution 194 » de l'Assemblée générale du 11 décembre 1948. Plutôt que de laisser les réfugiés palestiniens rentrer chez eux, Israël poursuit sa colonisation, comme le font les puissances qui convoitent le territoire des autres, a ajouté le représentant, qui a dénoncé une violation du droit international.

Manar Taleb a rappelé que les réfugiés palestiniens étaient près de cinq millions et qu'ils constituaient le plus important groupe de réfugiés au monde. Par ailleurs, il a affirmé qu'Israël ne faisait aucune distinction entre les cibles militaires et les cibles civiles. Israël utilise tout son arsenal militaire dans la Bande de Gaza à l'encontre des civils, a-t-il ajouté. Alors qu'il y a plus d'un million de civils palestiniens non armés, l'utilisation de cet arsenal constitue « un rime contre l'humanité », a accusé le représentant de la Syrie.

Le nombre de camions qui entrent dans la Bande de Gaza ne représente plus que 4% du nombre total de camions qui y entraient auparavant. Le rapport de la Commission d'enquête indique qu'Israël ne respecte pas la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies puisque ces Forces armées sont entrées sept fois dans les locaux de l'UNRWA. Israël, a-t-il poursuivi, a bombardé la Bande de Gaza et a commis plusieurs actes d'agression notamment en décembre 2008. « Israël refuse de prêter attention aux remarques » et « de dédommager l'ONU pour les attaques contre les bâtiments de l'UNRWA », a encore affirmé le représentant, qui a rappelé que son pays accueillait quelque 500.000 réfugiés palestiniens.

M. AHMAD ALI AL-TAMIMI (Qatar) a condamné le « harcèlement continu » pratiqué par Israël envers l'UNRWA. Il a rappelé que l'Émir du Qatar avait demandé au Conseil de sécurité de faire en sorte que les établissements scolaires de l'Office deviennent des refuges sûrs. Célébrer les 60 ans de l'UNRWA, c'est aussi se rappeler que les réfugiés palestiniens souffrent depuis six décennies, a-t-il souligné. Évoquant la situation dans la bande de Gaza, territoire qui se trouve « au bord du gouffre », il a rappelé la situation extrêmement précaire de l'Office. Le Qatar appelle toutes les organisations et les États donateurs à contribuer davantage aux activités de l'UNRWA, a déclaré M. Al-Tamimi, qui a ajouté que son pays n'avait épargné aucun effort en sa faveur. Condamnant les agissements illégaux et inhumains d'Israël, condamnant aussi l'impossibilité pour les réfugiés de regagner leurs foyers, le représentant a rappelé le rôle vital joué par l'UNRWA qui, a-t-il conclu, leur apporte le strict minimum.

M. ANDREAS LØVOLD (Norvège) a indiqué que, tant que la question du retour des réfugiés ne sera pas réglée, des millions de Palestiniens continueront à vivre dans les camps. Si un processus de paix se met en marche et que la question des réfugiés apparaisse comme étant en

train de se régler, il faudra alors une période de transition, a ajouté le représentant. Autrement dit, a-t-il dit, quelle que soit la situation dans la région, l'UNRWA restera nécessaire dans les années à venir.

Afin de faire face aux regains d'activité et à l'augmentation de la population réfugiée, les dépenses de l'Office ont augmenté, a rappelé le représentant de la Norvège, dont le pays préside le Groupe de travail sur le financement de l'Office. L'UNRWA a épuisé son fonds de roulement et affiche un déficit budgétaire de 87 millions pour 2009, a-t-il ajouté. Il a expliqué que son pays avait pris des initiatives pour fournir des fonds, mais que les projections pour les années à venir ne sont guère prometteuses. Si la question du financement n'est pas réglée, le même problème se posera chaque année, a-t-il ajouté. Il a souhaité que soit renforcée la base des États Membres, rappelant que 15 d'entre eux assuraient 90% du financement de l'Office. Il faudrait, a-t-il suggéré, qu'une plus grande part du financement de l'UNRWA provienne des budgets ordinaires de l'ONU, afin d'assurer un partage du fardeau plus équitable. Le moment est venu d'accroître le financement de l'UNRWA, a-t-il conclu.

M. HOANG CHI TRUNG (Viet Nam) a fait part de la grave préoccupation de son pays à la lecture du rapport de Mme Karen Koning AbuZayd. « Compte tenu de la nature extrêmement explosive de la situation régionale et dans l'intérêt de la paix et de la justice, il est impératif que toutes les parties concernées cessent tout acte de violence, qu'elles respectent strictement les règles humanitaires internationales et des droits de l'homme », a-t-il déclaré. Les privilèges et immunités de l'UNRWA doivent être pleinement respectés, a-t-il ajouté, affirmant que la priorité fondamentale doit être d'assurer la sécurité des locaux et des personnels civils, diplomatiques et de l'ONU.

M. MOHAMMED F. Al-ALLAF (Jordanie) a déploré les bombardements aériens israéliens contre des fonctionnaires de l'UNRWA. Le rôle joué par l'Office est essentiel, a-t-il ajouté, soulignant l'engagement héroïque des fonctionnaires de l'UNRWA. La souffrance de « nos frères palestiniens » dans la bande de Gaza se poursuit, a-t-il déploré. Il a expliqué que la misère était palpable et que la situation ne cessait de se dégrader, notamment avec l'arrivée de l'hiver. Les besoins dans la bande de Gaza sont importants, a expliqué le représentant. Le peuple palestinien a plus que jamais besoin de la solidarité et de l'appui de la communauté internationale, a-t-il insisté. Le blocus doit être levé ainsi que les restrictions qui représentent un obstacle au développement économique et ne permettent pas aux services de base de fonctionner, a expressément demandé le représentant.

L'UNRWA a réalisé des exploits historiques au cours des six dernières décennies, a déclaré le représentant, qui a expliqué que son pays s'engageait à poursuivre ses efforts pour aider le peuple palestinien. Il a fait remarquer que c'est son pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés palestiniens. Rappelant que la Jordanie soutient aussi financièrement les activités de l'Office, il a fait observer que son pays fait face à des difficultés économiques, avant d'appeler les États donateurs à poursuivre leurs engagements. Il a conclu en dénonçant la responsabilité d'Israël dans la souffrance des réfugiés palestiniens.

M. ABDUL NASER ALHARTHI (Arabie saoudite) a souhaité que l'UNRWA puisse

accroître son activité afin de faire face à l'accroissement du nombre de réfugiés palestiniens. Il a rappelé que son pays s'était engagé à verser intégralement sa contribution annuelle à l'Office. Toutefois, le soutien matériel ne peut apparaître comme la seule solution au problème des réfugiés, a-t-il observé. « Le soutien politique, particulièrement de la part de la communauté internationale, est nécessaire à ce stade pour résoudre la question palestinienne, le retour des réfugiés, et pour parvenir à une paix juste et globale basée sur les résolutions pertinentes des Nations Unies, et sur l'Initiative de paix arabe », a-t-il affirmé.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel